

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80

Présents : 43

Pouvoirs : 15

CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 21 FEVRIER 2019 A 20H00

Délibération CT2019/02/21-11 – Ajustement des montants de FCCT 2018 pour les communes de Noisy-le-Grand et Villemomble

Rapporteur : Xavier LEMOINE, 10^{ème} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : 15 février 2019

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BOUCHER Martine, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DALLIER Philippe, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, EPINARD Serge, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GUILBERT Georges, HAEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TESTA Richard, TEULET Michel, TORO Ludovic, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. AMOZIGH Joëlle (pouvoir à MAHEAS Jacques), AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BENTAHAR Abdelkader, BLUTEAU Jean-Michel, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOURICHA Fayçale, BOUVARD Jacques (pouvoir à BOYER Jean-Pierre), CADORET Henri (pouvoir à TEULET Michel), CARBONNELLE Serge, CHOLET Michèle, CISSE Mariam, CLAVEAU Michèle (pouvoir à ALLEMON Eric), DESHOGUES Monique (pouvoir à CAPILLON Claude), FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, GAUTHIER Christine (pouvoir à COPPI Katia), GENESTIER Jean-Michel (pouvoir à RATEAU Chantal), ITZKOVITCH Ivan, LELLOUCHE Nicole, MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à AMORE Félicité), MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à LEMOINE Xavier), MAUPOUSSIN Stéphanie, METTEIL Magali (donne pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), MIERSMAN Michel (pouvoir à EPINARD Serge), MILOTI Donni, PELISSIER André (pouvoir à MARTINACHE François), PRUDHOMME Gérard, REYIGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), SARDA Patrick (pouvoir à DALLIER Philippe), TAYEBI Samira (pouvoir à DELORMEAU Christine), THIBAUT Magalie, VAVASSORI Patricia.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. BARTH Franck

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et suivants,

VU le rapport de la Commission locale d'évaluation des charges, adopté dans sa version définitive le 29 novembre 2016,

VU le rapport de la Commission locale d'évaluation des charges 2017, adopté dans sa version définitive le 28 novembre 2017,

VU le rapport de la Commission locale d'évaluation des charges 2018, adopté dans sa version définitive le 25 septembre 2018,

VU la délibération du Conseil de territoire n°CT2018/11/13-02 en date du 13 novembre 2018 portant fixation du montant définitif du fonds de compensation des charges territoriales pour le financement des compétences transférées en 2016,

VU la délibération du Conseil de territoire n°CT2018/11/13-03 en date du 13 novembre 2018 portant fixation du montant définitif du fonds de compensation des charges territoriales pour le financement des compétences transférées en 2018,

VU la délibération du Conseil de territoire n°CT2018/11/13-04 en date du 13 novembre 2018 portant fixation du montant définitif du fonds de compensation des charges territoriales « socle » pour les communes de Clichy-sous-Bois et Montfermeil,

CONSIDÉRANT qu'il est institué au profit de chaque établissement public territorial un fonds de compensation des charges territoriales destiné à leur financement,

CONSIDÉRANT qu'il revient à la commission locale d'évaluation des charges territoriales (CLECT) de fixer le montant des ressources nécessaires au financement des compétences exercées par l'établissement public territorial,

CONSIDÉRANT que la CLECT a proposé deux ajustements exceptionnels en 2018, soit une baisse de 300 000 € de la contribution globale au FCCT de Noisy-le-Grand, au motif que la commune a directement pris en charge les travaux d'aménagement de la Maison du Droit pour le compte du Territoire, et une baisse de 2 754 € de la contribution globale au FCCT de Villemomble, au motif que la commune a continué à prendre en charge directement l'hôtel d'entreprises en 2018 via une convention de gestion signée avec le Territoire, et que les charges indirectes (support et structure) ont donc été prises en charge par la commune en 2018,

CONSIDÉRANT que ces ajustements n'ont pas été appliqués dans les délibérations portant fixation des montants définitifs du FCCT votées au Conseil de territoire du 13 novembre 2018, et que des sommes supérieures à celles prévues par la CLECT ont été appelées auprès des deux communes au titre du FCCT 2018,

CONSIDÉRANT que Grand Paris Grand Est doit donc rembourser les deux communes du montant des ajustements exceptionnels,

CONSIDÉRANT que les montants ainsi définis doivent faire l'objet de délibérations concordantes du Conseil de territoire et des Conseils municipaux,

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

DECIDE le reversement aux communes de Noisy-le-Grand et Villemomble d'une partie des sommes appelées dans le cadre du FCCT 2018, soit les montants suivants :

	Reversement par l'EPT aux communes
Noisy-le-Grand	300 000
Villemomble	2 754
TOTAL	302 754

DIT que les contributions des villes au fonds de compensation des charges territoriales seront imputées au budget principal de l'Etablissement public territorial sur le compte 74752.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 21/02/2019.



Le Président,

Michel TEULET

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent
acte reçu en Préfecture le

Affiché - Notifié le
Le Directeur général des services,
Guillaume Clédière

05 MARS 2019

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.